

Combes, Josette, Ms, CSO & Acad, Political Economy, France: *Rechercher un équilibre entre individualisme et contribution au bien commun, Le rôle de l'éducation* [A3]

La multiplicité implique formellement l'unité : sans l'unité, la multiplicité ne serait pas multiplicité, mais infra-chaos, dispersé et déconnecté en soi-même¹.

Dans son Rapport mondial sur le développement humain 2005, le PNUD présente les trois piliers des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), considérés comme les fondamentaux du développement humain : vivre longtemps et en bonne santé, accéder à l'éducation et bénéficier d'un revenu décent. L'indicateur (IDH) de 177 pays montre que 18 des pays les plus pauvres (460 millions d'habitants au total) ont régressé par rapport aux indicateurs de 1990 et risquent de poursuivre leur chute si les tendances actuelles perdurent. Parmi ceux-là, 12 se situent dans l'Afrique subsaharienne. Les 6 autres sont des pays de l'ancien bloc de l'Est. (PNUD 2005) Si l'IDH est généralement corrélé avec le niveau de PIB, quelques comparaisons permettent de mettre en évidence d'autres dimensions qui relèvent de la gestion de ces ressources. Ainsi le Guatemala dont le revenu moyen est deux fois plus élevé que celui du Vietnam est moins bien placé que ce dernier, son effort éducatif étant proportionnellement moins élevé. Le rapport met en lumière le lien entre les violences (guerres régionales ou civiles, taux de criminalité) et le revenu par habitant, un niveau faible de ressources prédispose le pays aux turbulences politiques génératrices de famines et autres massacres directs ou indirects.

On n'ignore pas que l'accès aux besoins essentiels (se nourrir et s'abriter) est primordial comme préalable aux deux autres : apprendre et travailler, donc produire.

L'éducation publique a pour première vertu d'élever le niveau des « capacités » (Sen, 2004) permettant à la personne d'utiliser au mieux son potentiel. Il n'est plus à démontrer que l'éducation a une influence majeure sur l'élévation du niveau de vie, sur l'accès aux emplois rémunérés, stables et accompagnés de droits sociaux.

Outre le niveau des revenus, plusieurs facteurs entrent en jeu dans l'accès à l'éducation et les scores IDH les plus élevés (La Norvège) le sont en raison de plusieurs facteurs corrélés:

- l'efficacité du système éducatif incluant le ratio enseignants / enseignés, l'adaptation des programmes, les sorties vers l'emploi,
- la nature du système politique, soit le niveau de participation citoyenne aux instances de régulation, dont celle des femmes à la vie économique et politique, l'existence d'un droit universel à l'expression,
- ou encore la fourchette réduite entre bas salaires et hauts niveaux de rémunération.

La Norvège est pourtant un petit pays qui ne recèle pas de ressources particulières, du moins pas plus que d'autres de niveaux de population ou de superficie équivalents.

Une autre caractéristique déchiffrable dans ces mises en comparaisons internationales est la prévalence de la dimension historique en particulier l'appartenance antérieure à un empire colonial (y inclus l'empire soviétique) et / ou la persistance de systèmes autocratiques sous diverses appellations officielles. L'histoire récente de « l'aide au développement » montre assez que l'indépendance n'est pas instituée par des déclarations performatives mais par une mutation de l'imaginaire des sociétés concernées longtemps conformé dans la résignation et l'avalissement de l'esclavagisme d'une part et l'arrogance culturelle et prédatrice d'autre part.

Par ailleurs s'est développé un système d'interdépendance qui ne permet plus l'autarcie économique quel que soit le modèle adopté, les contraintes qui pèsent sur l'activité étant désormais mondialisées sans qu'existent d'instances de régulation adaptées au changement d'échelle introduit par l'évolution des systèmes techniques et financiers.²

Les recommandations génériques proposées à l'ensemble de l'humanité par les « experts » internationaux ne peuvent s'incarner dans les mêmes formes sur des territoires géographiquement et historiquement dissemblables. L'accès au bien-être se décline très différemment selon les latitudes. En revanche, tout être humain doit au moins sauvegarder sa vitalité de base pour procéder dans le corps social.

Le corpus produit sous l'égide internationale entérine implicitement ou explicitement l'existence de besoins et de droits universels. Les mouvements sociaux alter mondialistes, - dont l'appellation relève de leur propre terminologie - sont fondés sur ce postulat. Or l'état du monde révèle une proportion effarante de zones de non-droit où l'objectif des OMD à l'horizon 2015 est d'ores et déjà compromis.

Où le bât blesse-t-il ? Toujours selon le Rapport 2005, le niveau de contribution des pays les plus riches stagne, voire régresse, en dépit des déclarations d'intention.³ Les formes de « gouvernance » laissent à désirer, les Etats n'ayant plus les moyens d'agir sur l'activité économique et sur les règles de répartition de la richesse, compte tenu du « nomadisme » des entités de production et des stratégies des détenteurs de la puissance financière (opacité des transactions, détournement de la répartition par le biais des paradis fiscaux).

¹ CASTORIADIS C, 2000 : 343

² Voir en particulier PARTANT F., 1982.

³ « Pendant les années 1990, l'assistance publique au développement a chuté de 0,33% à 22% du PIB des pays donateurs. L'objectif est d'obtenir de ces pays un minimum de 0,7% de leur PIB. <http://www.afrique2015.org/donnéespauvreté.html>

On peut y ajouter les règles du commerce international, un florilège de « double-binds » générateurs de névroses collectives (la règle de concurrence non faussée par exemple assortie de multitudes d'exceptions dont l'arbitrage est parfaitement occulte)⁴, l'entretien d'efforts de guerres fratricides ruineux : dans tous les pays (Nord et Sud) le trafic d'armes est générateur de corruption et de criminalité associée et se fait aux dépens des dépenses publiques essentielles.

Ajoutons la proportion des fortunes individuelles versus les fortunes collectives, certains potentats possédant (en fortune personnelle) l'équivalent du PIB des 40 pays les plus pauvres.⁵

On ne saurait hiérarchiser les motifs tant ils sont entrelacés dans le spectre global.

Parmi les 10 recommandations du programme du Millénaire aux pays en développement, on note dans la recommandation 2 « faire une large place à la productivité rurale, à la productivité urbaine, à la santé publique (y compris la santé en matière de sexualité et de procréation), à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la viabilité environnementale et à la science, la technologie et l'innovation ». Qui ne signerait au bas d'un tel programme tant ces préconisations semblent relever du simple bon sens ? Sauf -et nous y reviendrons- qu'elles relèvent d'un postulat, la productivité, la science et la technologie facteurs de développement humain, contestable et contesté.

Ces vœux pieux sont compromis par les directives des instances internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ou l'Organisation Mondiale du Commerce, sans doute encore arriérées dans leurs analyses, qui ne semblent pas avoir (encore ?) enregistré les nouvelles orientations.

L'agriculture est le secteur d'activités le plus sinistré, notamment par l'éradication des cultures vivrières au profit de cultures d'exportation, stratégie encouragée par la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC avec pour résultat le nombre élevé de producteurs agricoles vivant au-dessous du seuil de pauvreté et souffrant de malnutrition. Sans compter les dévastations (pollution des terres et des eaux, déforestation, compromission de la diversité biologique et des capacités de renouvellement des ressources prélevées).

La productivité dans les zones périurbaines des mégapoles est une incantation quand le minimum d'investissement n'y est pas consenti ne permettant ni des conditions d'habitat décentes, ni l'éclosion d'activités économiques, ni la présence de services publics dont les écoles et les services de santé.

La santé publique a été gravement négligée à l'échelle de la Planète où continuent à proliférer des pandémies (sida, paludisme, tuberculose, grippe aviaire etc.), dont on ignore encore les conséquences à long terme mais dont on constate d'ores et déjà les tragiques dégâts.

Les investissements dans ces domaines sont découragés voire proscrits par les Programmes d'Ajustement Structurels, au prétexte de réduire l'envergure de la dette (dans les pays du Sud comme du Nord). Sans autonomie alimentaire, sans répartition des richesses produites et sans la présence d'un pouvoir régulateur, les préconisations restent formules incantatoires mettant en lumière par contraste la faillite du modèle économique à se généraliser.

Si on examine l'ensemble des indicateurs, on constate que les pays dont le niveau d'éducation est élevé s'en sortent proportionnellement mieux et les expériences de développement les plus probantes s'articulent le plus souvent autour de cet élément pivot.

Le rôle de l'éducation dans l'économie et la place de l'économique dans l'éducatif sont des effets miroirs et démultiplicateurs.

L'éducation, exploration du concept

Le terme est polysémique au sens où il recouvre des modalités, des contenus, des intentions, des objectifs variés. De sorte qu'on doit y adjoindre un adjectif pour le circonscrire (nationale, familiale, populaire, spécialisée, prioritaire, etc.) L'éducation est en effet un domaine civique partagé et ne se réduit pas à la seule scolarisation.

L'éducation est à la fois l'outil d'une conformation et d'une résistance à la modélisation.

Enfin, l'éducation relève du commerce de biens immatériels -le savoir et les savoir-faire- dont l'élaboration procède de l'ensemble des contributions humaines. C'est donc le lieu même de la gratuité et de l'échange gagnant / gagnant : ce qui est transmis n'est pas retiré à son agent. Au contraire, l'éducateur en élargissant le cercle des savants renforce lui-même son propre parcours.

Nous essaierons d'examiner de quelle façon tous ces éléments intriqués procèdent ou non d'une amélioration de la condition humaine.

⁴ Voir le rôle des lobbys auprès des instances internationales ou régionales comme l'Union européenne, des think tanks et autres Fondations regroupant les membres éminents de la puissance financière et industrielle qui « influencent » (un euphémisme) les décisions internationales. F.-X., 2005.

⁵ « Quatre citoyens des Etats Unis, Bill Gates, Paul Allen, Warren Buffet et Larry Ellison, concentrent entre leurs mains une fortune équivalente au PIB de 42 pays pauvres, peuplés de 600 millions d'habitants ». LATOUCHE S., 2003 : 79.

De quelques freins à l'éducation pour tous

On remarquera en premier lieu que le terme n'est pas neutre. Il s'agit d'éduquer (étym. conduire ou exducare faire sortir du sillon ?) La question philosophique fondamentale se décline en de multiples dérivés. Conduire vers où et pour quoi faire ? Où finit l'éducation, où commence le dressage? Où finit l'humanisation, où commence l'endoctrinement? Il y a le fond (les contenus) et la forme (la pédagogie). Mais avant tout, il y a celui qui conduit (l'éducateur), quel que soit son statut, à qui incombe de remplir cette mission et ce rôle. La mission lui est confiée ou il se l'arrogé, il joue son rôle selon son propre talent, ses visées étant plus ou moins congruentes avec les attentes sociales.

Le parent premier éducateur, une évidence si on considère la chronologie du développement humain. L'enfant est initié par ses parents (qu'ils soient biologiques ou d'adoption), au langage, substrat obligatoire au processus de formulation d'une pensée, de mémorisation d'une pensée autre que la sienne. Avant le langage, l'enfant pense (il perçoit, mémorise ses perceptions et élabore des réponses en retour) mais il ne peut communiquer par le verbe faute d'accéder au code. On connaît les ravages que produit l'absence de communication sur le petit d'homme dont l'illustration extrême des "enfants loups" et plus proche de nous des enfants sourds qu'on assimilait à des débiles et qui traités comme tels le devenaient, avant qu'on n'admette que le langage des signes pouvait permettre l'éducation de ces enfants.

L'éducation familiale, auparavant concomitante à la mise en actes économiques (les travaux agricoles, l'artisanat de base, la pêche etc) s'est doublée à l'ère de l'économie industrielle d'une éducation publique dont l'évolution s'est accordée aux "commandes" économiques. Dans la société post-industrielle (si toutefois ce terme a du sens)⁶, la primauté des savoirs technologiques et scientifiques hiérarchise la valeur de l'activité humaine. Les savoir-faire pratiques sont relégués au profit des savoirs spéculatifs. La robotisation de la production et les gains de productivité générés ont été réalisés aux dépens d'une main d'oeuvre qui n'a pu se reconverter pour développer d'autres compétences, d'autant que le niveau de performance académique requis s'est accru et complexifié.

Ce saut qualitatif intervient alors que le premier stade de l'éducation n'est pas universel et que la survie de populations entières dépend de leur accès à l'autonomie alimentaire. Dans le même temps, dans les pays qui ont bénéficié du droit à l'éducation, l'élévation du niveau général d'instruction se solde par l'exclusion d'un nombre de plus en plus important d'humains d'un accès aux moyens de leur survie.

L'éducation publique ne peut fonctionner hors du champ social, elle a toujours été fortement influencée par l'idéologie prévalente, voire elle a servi les intérêts douteux de l'impérialisme économique et culturel.⁷ L'ethnocentrisme est le principal responsable de l'échec de l'aide humanitaire dans sa première version⁸ (Favreau L., 2003).

L'éducation publique se donne pour objectif de permettre aux enfants de forger leurs propres outils pour échapper éventuellement aux seuls déterminismes de leur naissance. Ce faisant, elle prépare l'enfant à l'autonomie mais, selon l'homogénéité ou l'hétérogénéité culturelle entre les présupposés familiaux et ceux de l'école, l'éducation publique et familiale se renforcent mutuellement ou se dissocient, s'entravent l'une l'autre. L'échec des programmes d'intervention est en lien direct avec l'ignorance ou le refus de la réalité culturelle où ils se déploient. que ce soit l'éducation prioritaire dans les quartiers occidentaux ou l'implantation d'écoles dans les pays du Sud fonctionnant sur les schémas occidentaux.

A ce stade, il est utile d'aborder de façon synthétique le rôle de l'éducation et les formes les plus évidentes de discrimination qui en privent une partie de la population mondiale.

Le rôle de l'éducation

L'acte éducatif combine plusieurs intentions simultanées :

Informé c'est à dire faire pénétrer des données dans le système d'intelligence.

Transformer : produire une métamorphose en déformant et reformant le jugement

Conformer : rendre compatible les *modus vivendi* avec un modèle, des attentes sociales.

Programmer : installer les habilités nécessaires pour agir sur le monde sensible afin de s'y maintenir dans les meilleures conditions de compatibilité.

Apprendre, c'est avant tout s'approprier une maîtrise opératoire. Est conceptualisé ce que les sens transmettent et dont les signaux interagissent avec le stock déjà engrangé, provoquant des artefacts continus.

Penser, ce n'est pas exclusivement manipuler des concepts mais développer un discours intérieur. Faire partager ce discours est un choix contextualisé. Dans le cadre scolaire, la canalisation de l'activité mentale vers des objets

⁶ « La prétendue « économie de la connaissance » postindustrielle de l'OCDE repose sur un transfert massif de sa base matérielle et énergétique vers les économies émergentes. Globalement la société mondiale n'a jamais été aussi industrielle qu'aujourd'hui. Yves Cochet cité par Serge Latouche. LATOUCHE S., 2006

⁷ Les exemples ne manquent pas. Citons par exemple la scolarisation forcée en internat des enfants indiens en Amérique du Nord) (Jaime L., Hayde D H, 1994).

⁸ Voir typologie des interventions Nord-Sud (1950 2000), Favreau, L 2003 :

intellectuels précis mobilise une catégorie spécifique de cette activité qui se développe par étapes, chaque savoir ne prenant sens qu'à partir des savoirs précédents.⁹

On mesure d'emblée la difficulté pour les dispositifs éducatifs à établir des niveaux de savoir homogènes au sein d'une même population et plus encore entre des peuples de cultures différentes, notamment les peuples qui n'avaient pas développé de systèmes d'écriture, dont les savoirs se transmettaient par l'imitation dans le cadre des activités de la vie courante.

Dans un monde désormais soumis à l'utilisation de techniques nécessitant le maniement du langage écrit, les humains dépourvus de cette aptitude sont condamnés à la relégation sociale et par conséquent à la déprivation de moyens de survie. Même lorsque les peuples possèdent une terre leur permettant de se nourrir, leur insertion dans un tissu social dominé par les règlements administratifs est problématique, puisqu'ils ne possèdent ni la maîtrise des textes ni les moyens de peser sur leur élaboration.

Les naufragés de l'éducation.

Outre le niveau de revenu, plusieurs facteurs contraignent l'accès au minimum de savoir commun (lire, écrire, compter).

L'existence de lieux dédiés accessibles physiquement (proximité) et financièrement (gratuité).

La possibilité de consacrer du temps à l'apprentissage. Le travail des enfants est incompatible avec un bon niveau de scolarisation.

La discrimination de genre : dans tous les pays en développement, les filles sont désavantagées¹⁰. Au nombre des fléaux le mariage précoce avant 15 ans en Asie, en Afrique, mais aussi l'interdiction d'aller à l'école dans certains pays musulmans, les violences et abus sexuels, et même l'infanticide dont sont victimes les foetus ou les bébés de sexe féminin.

La discrimination ethnique: environ 900 millions de personnes appartiennent à des groupes ethniques, religieux, raciaux ou linguistiques en butte à une forme de discrimination.¹¹

La discrimination physique : Entre 120 et 150 millions d'enfants souffrent de handicaps dont ceux causés par les guerres. On estime que moins de 2% d'entre eux vont à l'école.¹²

Dans les pays riches où ces formes de discrimination sont interdites par la loi, elles perdurent sous des formes plus larvées mais encore prégnantes. Les établissements scolaires souffrent de déficits selon leur situation géographique (quartiers périphériques d'habitat social, milieu rural), le temps consacré à l'étude est d'autant plus court que le niveau socio économique de la famille est faible, la sortie vers l'emploi des filles et leur niveau de rémunération accusent un décalage important d'autant plus si elles sont d'origine étrangère. Le chômage des jeunes de banlieue est endémique et constitue selon toutes les observations la cause majeure du développement d'une économie parallèle délictueuse.¹³ A diplôme égal, les jeunes d'origine étrangère souffrent d'un chômage plus élevé et ce même avec des diplômes élevés.¹⁴

La plupart des PED ont hérité du système scolaire des anciens colonisateurs, l'enseignement se fait dans la langue héritée (français, anglais, espagnol) ce qui marginalise les peuples autochtones dont les langues n'ont pas droit de cité. De même au Nord, les langues minoritaires ont été interdites d'enseignement (Gaélique au Royaume Uni, Basque, Corse, Occitan, Breton en France) et si certains pays comme l'Espagne ont rétabli dans certaines provinces l'enseignement en langue locale, dans tous les pays de l'Union Européenne les populations immigrées sont pénalisées par l'occultation de leurs langues d'origine.

⁹ « On oublie que les concepts ne sont pas des expressions naturelles, mais des termes de culture d'un degré parfois très élevé et qui s'appuient les uns sur les autres. Il se forme alors une chaîne intellectuelle de concepts hiérarchisés, telle qu'il devienne impossible de saisir d'emblée les termes supérieurs si l'on n'est pas passé par les termes inférieurs, que l'on soit un Nègre de l'Afrique ou un Européen.» *Cheikh Anta Diop 1979 : 422*

¹⁰ « Quelque 100 millions d'enfants qui devraient être à l'école n'y sont pas, dont 60 millions de filles. *L'état du développement humain. Rapport 2005. PNUD : 129*

¹¹ Ibid

¹² Sources UNICEF

¹³ Le rapport du Ministère de l'éducation nationale sur l'état de l'Ecole de 2004 relève que : «50 000 jeunes, soit 7% des sortants de formation initiale, ont quitté l'école sans qualification, c'est-à-dire sans avoir atteint au moins une classe terminale de CAP ou BEP, ou une seconde générale et technologique. En ajoutant ceux qui possèdent au mieux le brevet, on atteint le total de 150 000 ; 20% des sortants se trouvant ainsi dépourvus de diplôme de second cycle : CAP, BEP ou Baccalauréat». **Les sortants sans qualification sont majoritairement issus des milieux populaires et sont les principales victimes du chômage avec des taux de 30% à 50%** suivant les catégories de jeunes concernées (sans diplôme, origines sociales, situations familiales, lieux de résidence, nationalité des parents..) Les handicaps se cumulent plus souvent que se compensent.

¹⁴ « Une candidate d'origine maghrébine, disposant pourtant d'un meilleur CV (majore de promotion, expérience d'encadrement...) reçoit trois fois moins de convocations à un entretien pour un poste de commercial que les candidats « de référence », d'âge équivalent, « blancs de peau ». Pour cette candidate, 8% de ces réponses concernent un poste à Paris alors que la proportion de propositions sur Paris s'établit à 25 % pour les candidats « de référence » ! FAUROUX, R 2005.

Education et Economie

On a évoqué la dissociation opérée à partir du XIXe siècle entre sphère familiale et sphère économique avec une accélération après la deuxième guerre mondiale liée à la régression de l'activité agricole au profit de l'industrie puis des services.

Le recrutement des femmes dans les usines au XIXe siècle a généré la création d'asiles pour enfants, ancêtres des crèches et des maternelles. A partir des années 70, les femmes ont revendiqué le droit au travail avec pour corollaire le transfert du soin des enfants aux institutions publiques. De sorte qu'en Occident certains enfants entament dès 3 mois (âge requis en France pour l'admission en crèche) leur périple au sein du système éducatif qu'ils quitteront à un âge éventuellement avancé (le temps de formation a fortement augmenté dans les pays occidentaux). Ce n'est pas le lieu de discuter des incidences sur les liens parents enfants de cette dissociation entre éducation familiale et publique. On constate cependant qu'elle participe à l'uniformisation des modèles et des comportements sociaux et que les enfants qui ne bénéficient pas d'éducation préscolaire peuvent éventuellement souffrir très tôt de retard scolaire, tant l'éducation est désormais conçue comme un continuum qui nécessite des pré requis culturels fortement déterminés par les finalités économiques du système.

Au Sud, les enfants étaient traditionnellement pris en charge par la famille élargie mais ce système adaptée à la vie rurale devient difficile en milieu urbain et dans les mégalo-pôles, où le nombre d'enfants abandonnés vivant dans la rue a augmenté de façon dramatique. Quand ils vivent en famille, les enfants sont éventuellement contraints de travailler très jeunes, ils forment alors le contingent le plus exploité quand ils ne sont pas victimes d'abus sexuel.¹⁵ Le développement du tourisme, encouragé par la BM et le FMI a pour conséquences de susciter une industrie du sexe dont sont victimes les femmes et les enfants,¹⁶ d'autant plus vulnérables qu'ils se recrutent parmi les moins armés pour gagner leur vie dans le circuit du travail ordinaire.

Education et développement.

Que l'on examine les programmes d'intervention en milieu de grande pauvreté au Nord comme au Sud, l'éducation et la formation sont le plus souvent le pivot des actions entreprises. Les organisations de la société civile, associations et ONG tentent de favoriser "l'empowerment", concept désormais banalisé pour signifier les processus consistant à fournir aux populations les moyens de mieux maîtriser leur avenir.

L'éducation populaire en France a déjà une longue histoire de soutien auprès des enfants des classes populaires de façon à leur offrir un accès à la culture et aux activités sportives que leurs parents ne peuvent assurer pour des raisons culturelles et sociales. De même, l'alphabétisation et la formation des populations immigrées ont été initiées par des associations de quartier travaillant dans la proximité. La réflexion menée sur ce front a permis des évolutions dans le contenu et les méthodes, notamment pour mobiliser le désir d'apprendre chez ceux que leur origine sociale et culturelle a privé d'un accès à la scolarisation ou à ses bénéfices escomptés. Un effort important se porte actuellement sur la tranche des "décrocheurs", c'est-à-dire les enfants sortant de l'école sans diplôme ou sans formation professionnelle.

L'accompagnement de la parentalité consiste à tenter une co-éducation entre les agents publiques et les parents¹⁷. De même le soutien à la prise en charge collective des enfants s'appuie sur les communautés dans les Pays du Sud.

Mais si l'établissement d'écoles peut permettre d'améliorer la condition des futurs adultes, la lutte contre la pauvreté suppose qu'on mette en oeuvre des formules de formation pour adultes ajustées aux besoins des populations ciblées.

Face à l'inertie des gouvernements pour répondre aux besoins de leur population, la mobilisation internationale se concentre désormais sur le développement de micro projets qui combinent amélioration des ressources et développement éducatif.

Ainsi les centrales d'achat du commerce équitable préconisent l'utilisation par les coopératives de producteurs d'un pourcentage des bénéfices au développement communautaire et en premier lieu d'écoles. Les programmes d'intervention sanitaire ne se contentent pas de soigner et ajoutent un volet formation à la santé, destiné notamment aux femmes, mais certaines campagnes épidémiologiques associent les hommes (prévention du SIDA par ex).

Les actions d'insertion économique ont toutes un soubassement de formation puisque l'exclusion sociale est le plus souvent liée, comme cause ou comme effet au déficit de savoir.

¹⁵ Selon une estimation récente du BIT, sur les 12,3 millions de personnes qui subissent le travail forcé, 1,39 millions le sont dans le commerce sexuel dont 40 à 50% sont des enfants. International Labour Organization Report 2005 : 12, 15

¹⁶ En 1983, le chiffre d'affaire mondial de la pornographie était estimé à 6 milliards de dollars. De nos jours, il serait de 52 milliards ! RHODINE, M, 2003

¹⁷ Le mouvement des crèches parentales en France (1981) a introduit ce principe d'une collaboration parents professionnels et d'une responsabilité partagée entre la puissance publique et le milieu familial. COMBES J., 1989, Crèches Parentales, services de proximité, pôles de solidarité, ACEPP, Paris

On pourrait passer longuement en revue les stratégies de lutte contre les inégalités, on y rencontrerait inmanquablement un processus d'éducation (échanges culturels Nord Sud, organisation économique autonome de femmes, transferts de compétences entre paysans etc).

Le phénomène "d'altermondialisation" a eu un formidable effet d'éducation politique transnationale où le principe de la légitimité des peuples à parler directement en leur nom débouche évidemment dans la construction en commun d'une pensée partagée dont les voix émanent de tous les continents et sur un pied d'égalité.¹⁸

L'éducation bien public, bien commun, bien privé ?

La définition des biens publics de Samuelson fait référence : "dont tous bénéficient en commun au sens où la consommation d'un bien de ce type par une personne ne vient pas en déduction de la consommation dudit bien par une autre personne". (Samuelson, 1996 : 1223).¹⁹

La notion de bien commun est plus problématique. "En droit international, on l'entend au sens de "res nullius" (une chose qui n'appartient à personne, comme la haute mer) ou de "res communis" (une chose qui appartient à tous, comme le spectre des fréquences électromagnétiques) . La catégorie de "res publica" en tant qu'elle s'oppose à la "res privata" peut aussi s'appliquer."²⁰

Nous tenterons la définition suivante : ce qui ne peut pas être privatisé en raison de sa nature inappropriable car nul propriétaire ne saurait en faire un usage exclusif sans nuire à autrui. Cette définition, nous le reconnaissons est fort vaste, compte tenu de l'intrication et la complexité de l'activité humaine sur l'entité terrienne. Elle remet en question la propriété privée en tant qu'elle se fait aux frais du dépouillement du plus grand nombre. On pense à la fameuse phrase de Proudhon "la propriété c'est le vol" alors que la privatisation des "communaux" était très engagée et la spoliation coloniale fort avancée.

Le bien privé est également problématique. Les multiples manières de le circonscrire ne réduisent jamais les conflits de propriétaires et l'histoire de la Planète n'est qu'une longue suite de disputes plus ou moins violentes sur le droit ou le pouvoir de propriété, à savoir le droit ou le pouvoir de jouir seul d'un bien y compris en transformant en marchandise ses semblables.²¹ Il existerait un cannibalisme métaphorique et cependant incarné par les millions d'individus dépecés par l'avidité de possession d'une minorité.

Ce schéma simpliste recèle cependant un principe intéressant : le désir de sauver sa peau pour chacun sans payer un prix exorbitant (la souffrance et la mort violente), une pulsion universelle sans aucun doute.

La dérivation se produit à cet endroit, visible dans l'actuelle dichotomie qui scinde les humains en parties et factions opposées (mais n'est que la filiation de cette opposition au cours des siècles). C'est un parti-pris ontologique sur l'espèce : "pour sauver sa peau il est possible d'avoir la peau des autres" ou "prétendre sauver sa peau seul est une stupidité, une idiotie, un rêve mortifère, personne n'existe sans les autres et humilier, gruger, tuer, revient à se planter le grappin de la honte, de la peur et de la mort dans les veines."²²

L'éducation est un bien public (l'effort contributif de la redistribution), un bien commun (le thesaurus éducatif, le produit de stratifications millénaires de contributions humaines), un bien privé (la personnalisation des acquis de chacun en une individualité insécable, une ressource monnayable sur le marché des échanges).

L'éducation évolue dans cette triangulation : histoire privée (la famille), histoire sociologique (les communautés éducatives)²³, histoire commune et universelle.²⁴

C'est sans doute pour cette raison qu'elle est présentée comme un des trois piliers de "l'humanisation" laquelle, si nous bouclons sur le rapport du PNUD est décrite comme l'effort tendu vers l'éradication des malédictions bibliques : la maladie, l'ignorance et le dénuement.

C'est un pari inscrit dans la démarche éducative : du parent qui initie l'enfant à l'usage du monde familial, à l'enseignant qui transmet une partie d'un patrimoine, à l'éducateur qui introduit l'enfant dans les sociabilités utiles, au chercheur qui exprime dans de courtes conférences ou dans des ouvrages documentés le produit d'une recherche dont il est l'auteur et qu'il livre en partage. Cette liste n'est pas exhaustive. Il faudrait ajouter tous les contributeurs de la chaîne du savoir, de l'aide maternelle qui accueille le corps de l'enfant aux pédagogues qui

¹⁸ On note souvent comme événements fondateurs du mouvement altermondialiste le sommet de la terre de Rio (1992) les contre-sommets de Seattle et de Gènes et le Forum Social Mondial de Porto Allegre. Voir VIVERET P., « Altermondialisme » in LAVILLE J.-L.(dir), CATTANI A. D, 2006, *Dictionnaire de l'autre économie*, Folio actuel :29, 30. Signalons la tenue de The Other Economic Summit (Londres 1984) dont la 5^{ème} édition eut lieu à Paris en 1989.

¹⁹ Citation de citation in GOLUB P., MARECHAL J.-P., « Biens publics mondiaux », in LAVILLE J.-L.(dir), CATTANI A. D, 2006, *Dictionnaire de l'autre économie*, Folio actuel : 67

²⁰ QUEAU P., « Du Bien Commun Mondial à l'âge de l'Information », UNESCO http://2100.org/conf_queau1.html

²¹ L'exemple extrême étant les fortunes occidentales des Négriers, sous-bassement économique de nombre de fortunes actuelles, lesquelles se développent sur le même principe prédateur. Voir ZIEGLER J., 2005.

²² Qu'on me pardonne ce lyrisme incongru dans une contribution « sérieuse ».

²³ Chaque individu se forme au sein de divers cercles de savoirs partagés.

²⁴ Tous les grands bassins de peuplement partagent désormais des symboles communs : des systèmes de langue transposables, des codifications internationales -temps / espace / numération et tous les dérivés scientifiques-, une conscience et éventuellement une pratique de relation interplanétaire.

ont institué la pédagogie (“le voyage des enfants”) comme science humaine et tous ceux qui trouvent utiles de consacrer leur énergie dans ce fournil.

Une dernière remarque avant de clore un chapitre qu’on ne peut développer ici. L’ensemble des composantes que met en jeu l’objectif d’une éducation pour tous pourrait prendre (occupe déjà) des milliers de milliers de pages.

Le propos est une axiomatique : que transmettre et à quelles fins ? Le bien public? Le bien commun? L’intérêt individuel? Où peuvent se composer ces trois sphères sans totalement se recouper ni s’exclure alors qu’elles sont en continuelle interférence selon des impulsions qui ne sont pas dénuées de violence.

Ces recompositions relèvent des jeux d’acteurs des sphères politiques, scientifiques, psychosociales et bien sûr individuelles dont l’entreprise. Selon les latitudes et les époques l’enseignement militaire prime sur les autres; l’enseignement artistique, sportif, philosophique et autres spécialités accessoires ont leurs heurs et malheurs; la science et la technologie sont lettres mortes pour des millions d’humains ou sacralisées comme vérités incontournables; des textes sacrés insurpassables, définitifs et inaliénables, régentent, toutes confessions confondues la majeure partie de la planète.

L’éducation a plus que jamais un devoir de recensement des fondamentaux inscrits dans les grimoires de l’Humanité, non pour en opposer les principes mais les traduire de concert. Les devoirs de fraternité, d’hospitalité, de secours, de collaboration amicale, de respect de l’intégrité d’autrui. Les droits à la dignité, à la singularité, à la justice, à la libre expression, à la liberté de mouvement, à l’échange. Tout cela ne date pas d’hier mais, bien qu’en progression notable sur quelques décennies, menace de dégringoler, à la suite de nos malheureux détenteurs des derniers rangs, la queue de traine vers la riante utopie de l’IDH hyperbolique. Il s’agit d’une rétroversion observable depuis que des chiffres se sont alignés face à des critères spécifiques. Pour n’évoquer que l’Afrique, la situation de pauvreté a empiré après les indépendances et ceci n’est pas dû uniquement au chaos qui a suivi l’ordre antécédent, mais plus encore à la transmutation des formes d’impérialisme.

Que seraient devenues ces intelligences que l’arrogance occidentale a longtemps tenue pour débiles, sous-développées et traitées comme immatures ou infantiles ou arriérées, avant qu’anthropologues, ethnologues, linguistes et le simple observateur de bonne foi n’en reconnaissent la virtuosité créative propre à l’intelligence humaine.

Aucun humain ne peut se développer en dehors d’une humanisation, c’est à dire d’un long processus de transmission. L’éducation mobilise la mémoire, ou plutôt des mémoires. Ce processus physique et immatériel a peu à peu structuré son économie. Enregistré de toutes les manières inventées par les humains les pensées choisies, émises dans le but de se proposer aux autres, ne voyagent que par les êtres de chair qui les adoptent et les transmettent à leur tour. Le transfert peut se faire par imposition ou élection ou les deux ensemble. Le contrat implicite est la bienveillance du propos (stratégie d’adoption par l’adhésion), mais pratique éventuellement la coercition (stratégie d’imposition par la menace) voire le détournement (utilisation du prétexte pour manipuler).²⁵

C’est entre ces chicanes que se faufilent les vecteurs d’humanisation.

Au final, que préconise le PNUD ? Des écoles pour apprendre à lire et à compter ? Et au-delà ? Que deviennent les savoirs qui ne procurent ni le gîte ni le couvert ? Qu’enseigner dans les écoles rurales du Sénégal et du Mali qui prennent sens dans l’univers immédiat ? Pourrions-nous envisager que tous les humains soient docteurs es quelque chose ?

Et si nous nous persuadons de l’importance de l’éducation à la paix, ne serait-il pas temps de l’inclure dans les cursus élémentaires.²⁶ Viendra-t-il le temps où tous les enfants du monde commenceront leurs humanités en explorant la variété de la palette d’interprétation de l’espèce humaine comme la déclinaison de son radical universel.

Faut-il un idéal commun à tous les peuples ? Cette question fait débat ? Les idéaux ne pourraient-ils se partager qu’entre complices ? Tout universalisme n’est-il qu’un hégémonisme paré des meilleures intentions ?²⁷

On ne saurait conclure sans souligner le combat d’appropriation que chaque sphère mène aux dépens des autres, à la mesure des enjeux : publique (laïcité, cohésion civique, production de la richesse), communautaire (associations, clergés, clubs, lobbys, académies, fondations etc.) privé (centres d’intérêt, talents, calcul économique).

Dans la combinaison subtile de ces trois dimensions, ceux qui sont engagés sur ces chantiers ont “maille à partir”.

²⁵ « L’école est sommée d’adapter les élèves aux comportements professionnels qui leur seront réclamés plus tard. » LAVAL C., 2003 : 78.

²⁶ Nous n’ignorons pas que nombre d’enseignants, d’associations, de fondations etc s’y consacrent et fort heureusement.

²⁷ ZIEGLER C., 2005, sur le principe de démocratie, cite l’exemple de ses amis le sociologue syrien Bassam Tibi, Elias Sambar, écrivain palestinien tous deux considèrent qu’ils ont le droit de vivre dans une société démocrate, ce qui n’est hélas pas la situation de leur pays. Il y aurait bien des aspirations universellement convergentes.

A l'image de l'éducation comme pilier on substituera au final celle de la toile de parachute, particulièrement utile pour éviter l'écrasement foudroyant en cas de panne grave et de chute vertigineuse.

Le moteur économique ne donne-t-il pas des signes évidents de calamine, la cohésion sociale n'est-elle pas en danger d'implosion, le vaisseau terre ne présente-t-il pas des symptômes de baisse de carburant, des signes d'asphyxie ? Est-ce utile de le savoir ? N'est-ce pas une lecture pessimiste, alarmiste, altermondialiste ?

Keynes disait : " Ce qui arrive en fin de compte ce n'est pas l'inévitable mais l'imprévisible. " La véritable mesure du progrès d'une civilisation pourrait bien être sa capacité à favoriser l'imprévisible.²⁸

Dans cette optique, l'éducation est primordiale. Mais il ne laisse aucun doute pour ce qui nous concerne qu'elle soit un des trois vecteurs du développement humain, il serait urgent de changer d'imaginaire social. Sciences et Techniques méritent un sérieux toilettage notamment dans leurs objets et leurs finalités. Il ne s'agit pas seulement de transmettre des savoirs utiles mais d'évacuer des recherches inutiles voire dangereuses. Il ne s'agit pas d'uniformiser les connaissances dans un plus petit commun dénominateur (la vision occidentale), mais de restaurer la dignité de savoirs et savoir-faire utiles, en voie de disparition. Nous ne gagnons pas en intelligence, nous appauvrissons le patrimoine universel en lui substituant par le biais de l'universalisme scientifique une forme particulière de l'intelligence au détriment des autres sans questionner cette usurpation. L'ingénieur agronome qui transmet les règles d'une agriculture industrielle aux paysans des pays du Sud ne participe qu'à l'aggravation de leur cas. Il est plus pertinent de développer une recherche agronomique locale dont l'objectif est de mieux accompagner l'organisation des producteurs vers l'autonomie alimentaire.

Les motivations de la recherche et de l'enseignement sont centrales : accroître le bien public et préserver le bien commun, au bénéfice du plus grand nombre d'individus. Mais il s'agit là d'une profession de foi opposée à une autre, celle de servir des intérêts particuliers en accaparant le bien public et en détruisant le bien commun.

La course de vitesse est engagée entre les deux imaginaires : une espèce humaine consciente de son interdépendance et développant des stratégies de coopération afin de gérer les ressources communes avec discernement, une espèce humaine où se foment l'extinction d'une gigantesque proportion du vivant pour sauver "le mode de vie inaliénable" qu'une infime portion de ses membres revendique. Ce n'est pas seulement immoral mais parfaitement stupide. On ne saurait trop rappeler que cette portion congrue risque elle-même de passer à la trappe, compte-tenu du nombre de pièges meurtriers dont est désormais truffée la Planète.²⁹

Bibliographie

BARDI, A-M, BORNE D, 2006, *Problèmes politiques et sociaux. Comment va l'Ecole?*

La Documentation française, n°928 septembre.

CHAUSSODOVSKY, M 1997, *La mondialisation de la pauvreté, Ecosociété*

CASTORIADIS C., 2000, *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe – 3*, Points Seuil coll. Essais. Paris.

COMBES J., 1989, *Crèches Parentales, services de proximité, pôles de solidarité*, ACEPP, Paris

COMBES J., 1994, *Des lieux et des liens. Parcours d'enfances*, ACEPP, Paris

FAUROUX, R 2005, *La lutte contre les discriminations ethniques dans le domaine de l'emploi* Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. France

FAVREAU, L 2003, *L'économie sociale et solidaire : contribution éthique au développement d'une mondialisation à visage humain. Analyses et pistes de réflexion pour le programme interdisciplinaire. Ethique de l'économie, Division de la prospective, de la philosophie et des sciences humaines de l'UNESCO. Série Rapports de recherche n° 7. Université du Québec en Outaouais, août 2003.*

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION, 2005, *A global Alliance against Forced Labour: Global report under the follow-up to the ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work 2005*, Report I (B), International Labour Conference 93rd session 2005, Geneva

JAINÉ L., HAYDE D. H., (edit by) 1994, *Voices. Being Native in Canada*. Extension Division, University of Saskatchewan, Canada

La ligne d'horizon, les amis de François Partant, 2003, *Défaire le développement. Refaire le monde*. Paris Ed Parangon MOST.

LATOUCHE S., 2003, *Décoloniser l'imaginaire. la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon.

LATOUCHE S., 2006, *Le pari de la décroissance*. Fayard

OKBA M., LAINE F, 2004, *Les jeunes des zones sensibles et leurs difficultés d'insertion professionnelle* La documentation française, Annexe au Rapport au Conseil d'Analyse Economique intitulé "Ségrégation urbaine et intégration sociale", FITOUSSI J.-P., LAURENT E., MAURICE J, Paris.

PARTANT F., 1982, *La fin du développement. Naissance d'une alternative ?*, Maspéro, Paris

²⁸ QUEAU P., « Du Bien Commun Mondial à l'âge de l'Information », UNESCO http://2100.org/conf_queau1.html

²⁹ Ceci n'est plus à démontrer, les dissensions se font principalement sur la date et les modalités de l'avènement et par conséquent les chances de surseoir à une longue agonie.

RHODINE, M, 2003, “Prostitution, pornographie et capital. La mondialisation de la souffrance.”
http://sisyphe.org/article.php3?id_article=725
SEN, A., 2004, *L'économie est une science morale*, La Découverte, (Poche. Essais)
VERSCHAVE F.-X., 2005, *La maison-monde, libres leçons de Braudel*, Editions Charles Léopold Mayer.
ZIEGLER J., 2005, *L'empire de la Honte*. Fayard